



## Conseil économique et social

Distr. générale  
14 mai 2003  
Français  
Original: anglais

### Session de fond

Genève, 30 juin-25 juillet 2003

Point 10 de l'ordre du jour provisoire\*

### Coopération régionale

## Résumé de l'étude économique sur l'Amérique latine et les Caraïbes, 2002

### Résumé

L'activité économique en Amérique latine et dans les Caraïbes s'est contractée de 0,6 % en 2002. Conséquence : le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) par habitant pour cette année a été inférieur à celui de 1997, ce qui signifie qu'en matière de croissance économique, la région a perdu cinq bonnes années. Les économies d'Amérique du Sud, en particulier celles de l'Argentine, de l'Uruguay et du Venezuela, ont influé sur le taux de croissance régional moyen mais l'activité s'est ralentie dans la plupart des pays. Le chômage a atteint un taux sans précédent de 8,9 % malgré un accroissement considérable de l'emploi dans le secteur informel. La situation sociale s'est parallèlement détériorée et 7 millions de personnes dans tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes vivent en dessous du seuil de pauvreté.

L'environnement économique international défavorable a été un facteur déterminant les mauvais résultats économiques obtenus dans la région. Trois facteurs y ont particulièrement contribué, quoique leurs effets varient d'un pays à l'autre. Le premier a été la détérioration de la situation financière, qui a particulièrement influé sur les économies du Marché commun sud-américain du point de vue du coût et du volume des ressources extérieures. Le deuxième a été la décélération de l'économie des États-Unis en 2001-2002, qui a notamment affecté le Mexique, l'Amérique centrale et certaines parties des Caraïbes. Le troisième a été la détérioration des termes de l'échange des pays non exportateurs de pétrole, pour cinq années consécutives.

\* E/2003/100.



Les moyens d'intervention utilisés en matière de politique économique interne ont été très limités. La plupart des pays ont appliqué des politiques monétaires et budgétaires d'austérité en vue de mettre leur monnaie à l'abri des pressions des taux de change et d'assurer un endettement public viable. Dans la plupart des cas, les taux de change réels étaient le seul facteur qui a contribué à la compétitivité du secteur de production. Peu de pays avaient une marge de manoeuvre économique suffisante – procédant de l'activité des années précédentes – pour appliquer des politiques économiques anticycliques.

L'inflation est passée à 12 %, soit le double du taux de 2001, quasiment du fait des dévaluations de la monnaie, étant donné que l'évolution des salaires suivait généralement celle de la productivité.

S'il est vrai que le PIB moyen n'a augmenté que faiblement en 2002, il s'est toutefois consolidé au cours de l'année, atteignant un taux positif pendant le dernier trimestre. La poursuite de cette tendance explique le taux de croissance de 2 % prévu pour la région en 2003.

## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Aperçu général . . . . .	1–16	3
II. Secteur extérieur . . . . .	17–39	6
III. Politique macroéconomique . . . . .	40–53	10
IV. Résultats économiques internes . . . . .	54–75	13

## I. Aperçu général

1. L'activité économique dans la région a baissé de 0,6 % en 2002, avec pour conséquence un taux de croissance négatif du produit par habitant (-2 %) pour la deuxième année consécutive. Les pays les plus touchés étaient l'Argentine, l'Uruguay et le Venezuela, le PIB par habitant étant resté inchangé dans les autres. C'est le résultat de cinq années de décélération (le taux de croissance annuel du PIB par habitant est de -0,3 % depuis 1998) dans un environnement économique international défavorable. La situation sociale dans la région s'est détériorée en raison de ces tendances.

2. La baisse du PIB est largement imputable au ralentissement de l'activité économique en 2001. Cette tendance a toutefois pris fin dans la grande majorité des pays de la région pendant la première moitié de 2002. Même la détérioration de la situation économique en Argentine s'est arrêtée pendant le deuxième trimestre de 2002 (la contraction du PIB en 2002 est due, pour plus de la moitié, à la décélération qui a précédé la fin du régime de convertibilité). Ces fluctuations à court terme de l'activité économique se sont toutefois limitées à des taux relativement faibles et, du fait de la poursuite de cette modeste relance, le PIB de la région devrait augmenter de 2 % en 2003.

3. La situation économique internationale défavorable créée en 1998 par les répercussions de la crise asiatique et les déséquilibres qui se sont accumulés pendant les années 90 ont influé sur les résultats obtenus dans la région. Les facteurs externes qui ont eu la plus forte incidence sur la région ont été la détérioration de la situation financière internationale, le ralentissement de l'activité économique aux États-Unis et la détérioration continue des termes de l'échange des pays non exportateurs de pétrole.

4. Le facteur le plus déterminant a été la morosité du marché financier international, qui a particulièrement influé sur les économies du Marché commun sud-américain (MERCOSUR). Les transferts nets de ressources extérieures vers l'ensemble de l'Amérique latine se sont élevés à 39 milliards de dollars des États-Unis en 2002 (2,4 % du PIB aux prix courants), l'Argentine recevant la moitié de ce montant. Les économies les plus touchées par ce phénomène (en pourcentage du PIB) étaient l'Uruguay, l'Argentine et le Venezuela.

5. La situation financière extérieure s'est également traduite par des primes de risque plus élevées exigées pour la dette publique extérieure (c'est-à-dire un élargissement des marges souveraines), ce qui a plus que contrebalancé la baisse des taux d'intérêt internationaux. En 2001, l'Argentine avait dépassé le seuil des 4 000 points de base, et sa marge a atteint presque 7 000 points de base en 2002, niveau associé à une insolvabilité présumée. En dépit des hypothèses de la communauté financière internationale, la situation en Argentine avait eu une incidence directe sur l'Uruguay et le Paraguay ainsi qu'une incidence indirecte sur les autres économies de la région.

6. Du fait de l'incertitude née des élections présidentielles au Brésil, les marges souveraines se sont envolées, atteignant plus de 2 400 points de base. C'était une réaction excessive des marchés financiers face à un pays qui, après plusieurs années d'ajustement, enregistrait un excédent budgétaire primaire et un excédent de sa balance commerciale. La conclusion d'un accord avec le Fonds monétaire

internationale (FMI) a quelque peu apaisé les tensions financières et les marges ont commencé à s'amoinrir, quoique pas à un degré suffisant.

7. Le ralentissement de l'activité économique aux États-Unis en 2001-2002 a également été un facteur déterminant, en particulier au Mexique, dans les cinq pays membres du Marché commun centraméricain, en République dominicaine, à Haïti et au Panama. Seulement trois de ces pays (Costa Rica, République dominicaine et El Salvador) ont enregistré des taux de croissance du PIB par habitant positifs, mais même dans ces cas, les taux étaient inférieurs à leur moyenne habituelle.

### Amérique latine et Caraïbes : principaux indicateurs économiques

	2000	2001	2002 <sup>a</sup>
	<i>Taux de croissance annuelle</i>		
<b>Activités économiques et prix</b>			
Produit intérieur brut	3,8	0,3	(0,6)
Produit intérieur brut par habitant	2,2	(2,9)	(2,0)
Prix à la consommation	9,0	6,1	12,2
Termes de l'échange	6,0	(2,9)	(0,3)
	<i>Pourcentage</i>		
Chômage urbain déclaré	8,4	8,4	8,9
Solde budgétaire/PIB <sup>b</sup>	(2,5)	(3,2)	(3,4)
	<i>Milliards de dollars</i>		
<b>Secteur extérieur</b>			
Exportations (biens et services)	407,4	392,0	390,9
Importations (biens et services)	420,5	412,2	381,3
Balance commerciale (biens)	4,5	(1,2)	23,4
Balance commerciale (services)	(17,6)	(19,0)	(13,8)
Solde des facteurs	(53,2)	(54,6)	(51,1)
Solde des comptes courants	(46,0)	(51,0)	(15,1)
Comptes financiers et de capital	60,7	32,6	(12,5)
Balance globale	14,7	(18,4)	(27,6)
Transferts nets de ressources	(0,2)	(4,8)	(39,0)

Source : CEPALC, d'après des données officielles.

<sup>a</sup> Estimations préliminaires.

<sup>b</sup> Moyenne simple.

8. Depuis 1998, les termes de l'échange des économies d'Amérique latine se détériorent, sauf dans le cas des pays exportateurs de pétrole et de produits pétroliers (Venezuela, Équateur, Mexique, Colombie et Argentine) et de la République dominicaine. Les pays les plus touchés au cours des cinq dernières années (Brésil, Chili et Pérou) ont enregistré des taux de réduction supérieurs à 10 %. En 2002, le Brésil, la Bolivie et le Honduras ont enregistré les pertes les plus lourdes, avec des réductions de 3 % ou plus.

9. Dans l'ensemble, l'aspect le plus notoire de la politique économique en 2002 a été la marge de manoeuvre réduite des autorités dans la gestion de l'évolution de la situation économique, en raison de l'aggravation des difficultés externes et des déséquilibres qui sont allés croissant lorsque les perspectives économiques étaient meilleures.

10. Ainsi, à part quelques rares exceptions, les pays de la région ont appliqué une politique monétaire fondée sur des mesures de contraction, essentiellement en vue de juguler les pressions sur les marchés de change. Dans les pays les plus touchés par ces perturbations financières, la dépréciation de la monnaie locale a généralement atteint un niveau sans précédent alors que, dans la plupart des cas, la marge souveraine a suivi l'augmentation des taux d'intérêt internes. Certains pays, notamment le Chili, la Colombie, le Mexique et le Pérou, ont pu appliquer des politiques d'expansion monétaire. Celles-ci n'ont toutefois pas toujours relancé le crédit dans le secteur public du fait de la prudence observée par les banques et les emprunteurs. La marge de manoeuvre de la plupart des pays de la région était également réduite en matière de politique budgétaire, en partie parce qu'ils ont déjà usé de la liberté relative dont ils jouissaient pour appliquer des politiques anticycliques au cours des trois précédentes années. Certains ont poursuivi leurs efforts visant à améliorer les finances publiques en ayant recours à des moyens structurels pour accroître les recettes fiscales. C'est le cas notamment du Brésil, de la Colombie, de la République dominicaine, de l'Équateur, du Guatemala, du Nicaragua et du Panama. La plupart des pays de la région ont ainsi appliqué des politiques budgétaires visant à assurer la viabilité de la dette publique, créant ainsi de nouvelles forces de contraction.

11. Le principal enseignement que l'on peut tirer de cette situation est que la capacité d'appliquer des politiques budgétaires anticycliques se consolide pendant les périodes de bonne conjoncture. En revanche, si des politiques cycliques sont appliquées en période de bonne conjoncture, lorsque la conjoncture est mauvaise, les autorités n'auront d'autre choix que de recourir à des politiques qui ne manqueront pas d'aggraver les facteurs de récession.

12. L'année 2002 a été également marquée par les fluctuations des taux de change réels bilatéraux dans la région. À l'exception de l'Équateur, du Guatemala et de Trinité-et-Tobago, la monnaie de tous les autres pays s'est dépréciée par rapport au dollar et à l'euro en valeurs réelles alors que l'évolution des taux de change réels bilatéraux dans la région a été plutôt mitigée. Néanmoins, il est apparu, en 2002, que les taux de change réels finiraient par refléter le degré de compétitivité du secteur de la production de chaque pays. Chaque fois que la politique des changes n'a pas suivi cette voie, soit parce qu'elle a servi d'instrument nominal de stabilisation du taux d'inflation soit parce que les stimulants financiers ont temporairement été orientés ailleurs, le fait que le secteur de la production ait été de moins en moins compétitif finit par imposer un changement de politique.

13. Les mauvais signes émanant de l'économie internationale et les politiques nationales adoptées pour y faire face ont eu les répercussions les plus graves sur les économies d'Amérique latine, ces économies ayant le plus influé sur les moyennes régionales. Les crises se sont aggravées dans trois des quatre pays membres du Marché commun sud-américain. C'était particulièrement le cas en Argentine et en Uruguay, le Brésil ayant enregistré un taux de croissance économique modeste (1,5 %). Parmi les autres pays d'Amérique du Sud, le Venezuela a vu une

contraction de son PIB de près de 9 %. Le Pérou et, dans une moindre mesure, l'Équateur et la République dominicaine ont été les seuls autres pays à enregistrer une croissance relativement forte en 2002. Les autres pays de la région n'ont pu arrêter la décélération de leur économie. Les Caraïbes anglophones ont enregistré des résultats mitigés mais ont pu dans l'ensemble réaliser une croissance modeste.

14. La formation brute de capital fixe (exprimée en pourcentage du PIB) a baissé pour la quatrième année consécutive en 2002. Le faible niveau d'investissement représenterait un signe avant-coureur d'une baisse de la croissance potentielle à court terme et, dans les cas les plus graves, il faudra soutenir la croissance à court terme au moyen des ressources de production qui ont été sous-utilisées (du fait du chômage, du sous-emploi et de la capacité de production inutilisée) pendant la récente vague de récession. Loin d'être associé à une baisse de l'épargne nationale, le faible niveau d'investissement enregistré en 2002 était plutôt le corollaire naturel de l'ajustement du déficit du compte courant de la balance des paiements (ou épargne extérieure). L'ajustement de cette variable représentait 1 % du PIB aux prix courants de 2002, contre une moyenne de 2,7 % pour les années 90, et s'est opéré essentiellement grâce à une réduction des importations. L'effet conjugué de la baisse des investissements et de celle de l'épargne extérieure atteste les difficultés externes engendrées par la sous-utilisation des facteurs de production internes et une situation où la balance des paiements a considérablement influé sur le niveau de l'activité économique. Pour la majorité des pays de la région, c'était la première fois que cette situation se produisait depuis les années 80. Les quatre pays membres du Marché commun sud-américain se sont heurtés à des difficultés externes particulièrement graves.

15. Le taux de chômage est passé de 8,4 % en 2001 à 8,9 %, un record pour la région. Ces chiffres attestent le caractère cyclique de l'emploi mais soulignent aussi la détérioration structurelle observée pendant la décennie précédente, qui s'est traduite par des taux de chômage beaucoup plus élevés que pendant la crise des années 80. Les salaires réels étaient en moyenne inférieurs de 1,6 % par rapport à 2001. Selon les estimations de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), le nombre de pauvres dans la région a augmenté de plus de 7 millions en 2002.

16. Le taux d'inflation a doublé, passant à 12 %, conséquence directe des dévaluations nominales qui ont eu lieu plutôt que de la pression exercée en faveur d'une augmentation des salaires qui aurait annihilé tout gain de productivité.

## II. Secteur extérieur

17. Les transferts nets de ressources extérieures pour l'ensemble de la région se sont élevés à 39 milliards de dollars des États-Unis en 2002, soit 2,4 % du PIB. Les entrées nettes de ressources ont été inversées en 1999 mais la région n'avait pas vu une telle sortie de ressources depuis la fin des années 80. La principale raison en est la forte réduction des entrées nettes de capitaux ainsi que le profond ajustement du compte commercial provoqué essentiellement par une contraction des importations. L'atonie de la production et des échanges à l'échelle mondiale a favorisé cette évolution.

18. La balance commerciale et régionale, qui a accusé un déficit de 20,2 milliards de dollars des États-Unis en 2001, a enregistré un excédent de 9,6 milliards de

dollars en 2002. C'était la première balance positive enregistrée depuis plus de 10 ans. Les substantiels excédents commerciaux enregistrés par l'Argentine, le Brésil, le Venezuela et, dans une moindre mesure, le Chili ont plus que compensé les manques à gagner des autres pays. Les transferts courants ont également présenté une balance positive. Composés essentiellement des envois de fonds et représentant une source importante de financement externe pour certains pays, ces transferts ont maintenu la tendance à la hausse des années précédentes, atteignant plus de 26,3 milliards de dollars des États-Unis.

19. Les excédents commerciaux et les transferts n'ont pas suffi à couvrir les paiements nets au titre des bénéficiaires et intérêts, qui se sont élevés à 51 milliards de dollars. Toutefois, avec un montant de 15,1 milliards de dollars (1 % du PIB régional), le déficit du compte courant de la balance des paiements régionale qui en est résulté en 2002 était très inférieur à celui de 51 milliards de dollars enregistré en 2001.

20. Les perturbations financières qu'a connues la région se sont traduites par l'érosion des comptes financiers et de capital de la balance des paiements. Les problèmes rencontrés dans la recherche de financement extérieur, la baisse de flux d'investissements étrangers directs et les sorties substantielles de capitaux à court terme ont provoqué une forte baisse des entrées nettes de capitaux autonomes, en particulier en Argentine, au Brésil, en Uruguay et au Venezuela. Les déficits du compte courant et du compte financier de la région ont été financés grâce à des capitaux compensatoires et à une faible réduction des réserves internationales.

#### **Les apports de capitaux ont atteint leur niveau le plus bas depuis 1989**

21. En 2002, alors que la situation des marchés financiers internationaux se détériorait, les flux de capitaux vers l'Amérique latine et les Caraïbes sont tombés à leur niveau le plus bas depuis la fin des années 80. En partie du fait de l'atmosphère qui a précédé les élections au Brésil, les investisseurs étaient de moins en moins enclins à prendre des risques, en particulier en juin et septembre. Conséquence : la situation des emprunts extérieurs de la région s'est détériorée car les marges souveraines ont plus que compensé la baisse des taux d'intérêt internationaux. Ces perturbations financières ont baissé d'intensité à la fin de 2002 et au début de 2003 et les marges ont commencé à se réduire, en particulier dans le cas du Brésil.

22. Les apports de capitaux se sont élevés à 12 milliards de dollars des États-Unis en 2002, contre les 58 milliards de dollars que la région a reçus en moyenne chaque année entre 1991 et 2001. La baisse des flux de capitaux compensatoires s'est généralisée, la valeur nette de certaines composantes principales étant négative. Il est probable que la situation perdure dans certains pays du fait de leur endettement excessif pendant les années 90 et de la recherche continue de « lieux sûrs » qui a entraîné une réorientation des capitaux vers les marchés « émergents ».

23. Parmi les éléments constituant des entrées nettes de capitaux autonomes, l'investissement étranger direct s'est élevé à 40,3 milliards de dollars des États-Unis, ce qui était très en deçà de la moyenne annuelle de 67 milliards de dollars enregistrée entre 1997 et 2001. Cette baisse s'explique en partie par des facteurs à court terme qui, selon le pays concerné, vont de la récession à l'instabilité politique accrue ou à l'incertitude créée par l'évolution de la situation économique (facteurs qui se sont tous produits en Argentine par exemple) et en partie par des facteurs à

long terme tels que l'achèvement du processus de privatisation dans de nombreux pays.

24. Après une période (1992-1997) caractérisée par une nouvelle affluence dans la région de capitaux provenant de banques internationales, les flux financiers nets vers la région sont allés décroissant. La dette régionale à l'égard des banques internationales a baissé d'environ 20 % entre la fin de 1997 et la fin de 2002. Les flux de capitaux propres sont demeurés instables, la première moitié de l'année ayant été marquée par une sortie nette de capitaux.

25. Les émissions d'obligations internationales ont été une autre importante source de financement dans les années 90. En 2002, les placements d'obligations internationales se sont élevés à 19,5 milliards de dollars des États-Unis, soit environ la moitié du montant de 2001. Il s'agissait essentiellement d'obligations souveraines, dont la plupart ont été émises par le Brésil, le Chili, la Colombie, El Salvador, le Mexique et le Pérou, les recettes ayant servi presque entièrement à des reconductions de dettes. Peu d'obligations de sociétés ont été émises pendant l'année.

26. Les conditions d'émissions de ces obligations attestaient toujours la tendance généralement négative en cours depuis la crise asiatique. Les échéances étaient fixées à environ sept ans; le taux d'intérêt annuel pratiqué a été en moyenne de 11 % pendant le premier trimestre avant de passer à 14 % en septembre puis de baisser légèrement. Cette moyenne masque toutefois des différences. L'augmentation était entièrement imputable aux plus fortes marges versées par les pays de la région étant donné que le rendement des bons du Trésor des États-Unis avec une échéance de 10 ans restait stable à environ 4 % par an.

27. Étant donné que les pays avaient un accès limité au financement volontaire et qu'ils connaissaient des crises de la balance de paiements, les capitaux compensatoires, provenant en particulier du Fonds monétaire international (FMI), étaient devenus extrêmement importants. Malmenés par la crise argentine et n'ayant quasiment pas accès au crédit volontaire, le Brésil et l'Uruguay ont pu obtenir des prêts substantiels du FMI. Les autres pays n'ont toutefois pas pu obtenir de prêts de cette source étant donné qu'ils n'avaient pas encore conclu d'accord sur la conditionnalité.

### **Le commerce extérieur continue de souffrir de l'atonie de l'activité économique mondiale**

28. La décélération générale de l'économie mondiale en 2002 a entraîné une détérioration plus poussée des termes de l'échange de la plupart des pays (en particulier des pays non exportateurs de pétrole), aggravant la tendance à la baisse observée depuis 1998 à la suite de la crise asiatique.

29. Ce ralentissement s'explique essentiellement par la faiblesse des cours des produits de base. L'indice des prix des produits autres que le pétrole exportés par l'Amérique latine et les Caraïbes a accusé une baisse de 1,2 % en 2002 par rapport à la moyenne de 2001, soit une baisse cumulée de près de 6 % en deux ans. Les matières premières (notamment minières) ont été les plus gravement touchées, tout comme certains produits alimentaires (en particulier le sucre et les crevettes). C'est, encore une fois, le café qui en a le plus pâti du fait d'une nouvelle baisse de 10 %



des coûts, prolongeant ainsi la tendance à la baisse. Il y a toutefois quelques exceptions, notamment les céréales, la farine de poisson, la laine et l'or.

30. L'environnement extérieur défavorable s'est également ressenti sur les exportations, qui ont augmenté plutôt timidement (de moins de 2 %) pour l'ensemble de la région et baissé dans près de la moitié des pays.

31. Le marché des États-Unis n'a pas été le moteur de la croissance pour les pays voisins qu'il avait été depuis 2000. Les ventes des États membres de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) sur ce marché qui revêt une importance capitale pour leurs économies ont en fait baissé. Les rares exceptions sont les Bahamas, Montserrat et Saint-Kitts-et-Nevis.

32. La contraction du marché intrarégional de 14 % du fait de la décélération de l'activité économique dans la région s'est également négativement répercutée sur les exportations. La plus forte baisse (37 %) a été observée dans les pays membres du Marché commun sud-américain, où la proportion des exportations totales représentant des ventes intrarégionales est tombée à 11 % contre 25 % en 1998. Le commerce avec la Communauté andine a baissé de 7 % tandis que les ventes au sein du Marché commun sud-américain ont stagné.

33. Dans de nombreux pays, les dépréciations de la monnaie ont entraîné une contraction des importations plutôt qu'une expansion des exportations. La raison en est la prédominance des produits de base, dont l'offre est inélastique à court terme, dans les produits d'exportation de la plupart des pays de la région. Le Brésil fait toutefois exception à cette règle : ses exportations ont considérablement augmenté pendant le deuxième semestre car elles sont notamment devenues plus concurrentielles en raison de la dévaluation de la monnaie.

**En conséquence, les exportations ont été plus faibles et les importations ont baissé dans la plupart des pays**

34. Dans l'ensemble, les recettes d'exportation ont baissé dans la majorité des pays, un nombre encore plus grand de ceux-ci ayant enregistré une baisse de leurs importations.

35. Les pays d'Amérique centrale ont dû faire face à la baisse des prix de leurs principaux produits agricoles d'exportation, notamment le café, le sucre et la banane, ainsi que de l'atonie du marché des États-Unis. Le Costa Rica et El Salvador, où les produits manufacturés au titre des systèmes de « maquila » (sous-traitance) et des zones de libre-échange représentent une large proportion des exportations totales, ont été les seuls pays où les ventes ont été relancées, le Costa Rica ayant enregistré un modeste redressement. Dans le cas du Mexique, dont le principal partenaire commercial est les États-Unis, les exportations ont baissé pendant le premier trimestre et, malgré une reprise relative, la croissance des exportations a été quasiment nulle pendant l'année, ce qui n'a pas permis à l'économie de retrouver sa position de 2001. À quelques exceptions près, les importations de ces pays ont suivi la même tendance que leurs exportations, celle-ci étant imputable à l'influence que les exportations exercent sur l'activité économique de ces pays et à l'importance que revêtent leurs secteurs de « maquila ».

36. Dans les pays du bassin des Caraïbes, le tourisme, autre importante source de recettes en devises, n'a donné que des signes timides de redressement après les chocs provoqués par le ralentissement de l'activité économique aux États-Unis et les

attaques terroristes du 11 septembre 2001. Les chiffres des premiers mois de l'année indiquent une croissance nulle ou des réductions plus importantes des arrivées de touristes et des recettes provenant du tourisme. Parmi les quelques signes positifs, on peut citer une augmentation des arrivées de paquebots de croisière pour le Belize, à la suite d'accords signés avec certaines compagnies de croisière, et des escales à Grenade, à Saint-Kitts-et-Nevis et à Saint-Vincent-et-les Grenadines pendant le premier trimestre ainsi qu'à Sainte-Lucie pendant le troisième.

37. La baisse des importations de l'Argentine (-56 %) et du Brésil a provoqué une baisse des exportations de tous les pays membres du Marché commun sud-américain, à l'exception du Brésil. L'Uruguay, pays le plus touché, a enregistré une baisse supérieure à 10 %. En revanche, s'agissant des pays andins, le volume des exportations des industries extractives du Pérou a augmenté tandis que l'Équateur et le Venezuela ont tiré parti de l'augmentation des prix du pétrole brut. Les balances commerciales de ces deux derniers pays continuent de montrer des tendances opposées, le Venezuela ayant enregistré une augmentation de ses excédents, l'Équateur un large déficit. Ces résultats s'expliquent par une baisse de 30 % des importations du Venezuela du fait de la récession économique dans ce pays et de la dévaluation du bolivar ainsi que par une relance de plus de 20 % des importations de l'Équateur du fait de la construction en cours d'un oléoduc pour acheminer le pétrole brut et de l'appréciation continue de sa monnaie en valeur réelle.

#### **La dette extérieure n'a pas augmenté en 2002**

38. La dette extérieure brute de l'Amérique latine a enregistré une baisse nominale de 0,4 % en 2002, ramenant le montant à 725 milliards de dollars. Dans une année où les pays de la région éprouvaient des difficultés à obtenir des financements extérieurs, la plupart ont enregistré des augmentations très faibles voire des baisses nominales de leur passif externe. Très peu de pays ont contracté des emprunts nets supplémentaires. Les plus fortes augmentations ont été enregistrées en Équateur (10 %), du fait de l'expansion de la dette privée, et en Uruguay (19 %) du fait de nouveaux engagements auprès des institutions multilatérales.

39. Plus de la moitié des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, en général ceux dont l'économie est plus ouverte que la moyenne régionale, ont maintenu leurs indicateurs de la dette à un niveau modéré. En revanche, la Bolivie, le Brésil et le Pérou, qui figurent parmi les pays les plus endettés, ont enregistré un rapport dette-PIB de près de 50 % et un rapport dette extérieure-exportations d'environ 300 %. Cela étant, il est encourageant de noter que cet indicateur ne cesse de s'améliorer au Brésil et au Pérou depuis 1999. En Équateur et en Uruguay par contre ces deux indicateurs se sont détériorés.

### **III. Politique macroéconomique**

40. Dans la plupart des économies de la région, l'an 2002 a imposé encore plus de contraintes à la politique fiscale et monétaire. Pour les responsables fiscaux, la marge de manoeuvre avait diminué depuis cinq ans, alors que le déficit fiscal s'aggravait, atteignant en 2001 3,2 % du PIB régional. Vu le climat financier assombri à l'extérieur, les gouvernements ont été obligés d'adopter des positions fiscales plus rigoureuses pour faire accepter leurs politiques, et d'augmenter les taux d'intérêt intérieurs pour résister aux pressions exercées sur leur monnaie.

41. Ces conditions ont remis au premier plan la question de la dette publique et de son poids. Elle s'est accrue depuis le début de la crise asiatique en raison de la croissance du déficit fiscal ce qui, parallèlement au marasme économique, a augmenté le coefficient dette publique/PIB. Le problème a été aggravé par les effets tant des hausses des taux d'intérêt (qui ont rendu le service de la dette plus coûteux) que de la dépréciation des monnaies (qui a pour effet d'augmenter les dettes en devises étrangères exprimées en monnaie locale) sur la politique monétaire et des taux de change. Mais c'est surtout le comportement des investisseurs qui a propagé la contagion financière et provoqué précisément ce qu'on craignait. Ils ont même méconnu des faits tels que les grands excédents primaires enregistrés par deux pays au taux élevé de dette publique/PIB (Équateur et Brésil), preuve manifeste du gros effort déployé par ces nations pour satisfaire à leurs obligations.

### **La politique fiscale a tendu à être passive**

42. Dans la plupart des cas, face aux faibles recettes, les dépenses fiscales n'ont pas servi à soutenir l'activité économique. Dans certains cas, cela était dû à ce que l'on avait déjà dépensé à cette fin lors des années précédentes et qu'y aurait eu péril à continuer; dans d'autres, c'était dû au fait que la capacité de gestion des politiques fiscales n'avait pas été renforcée lors des années précédentes où l'économie croissait plus rapidement. De plus, cette capacité a souffert encore de l'alourdissement de la dette publique.

43. Dans la plupart des pays d'Amérique du Sud – et dans toutes les économies en récession – les recettes ont baissé, surtout en Argentine et en Uruguay, d'environ 20 % en termes réels. Mais elles ont été plus élevées dans la moitié environ des pays de la région, notamment ceux d'Amérique centrale et des Caraïbes. Dans plusieurs pays exportateurs de pétrole, cela a été dû à l'augmentation des prix du pétrole brut, tandis que dans d'autres pays (Guatemala, Nicaragua et République dominicaine), cela a tenu aux réformes fiscales. L'Argentine, la Colombie, l'Uruguay et le Venezuela ont également pris des mesures pour améliorer la perception de l'impôt et combattre l'aggravation de la situation fiscale.

44. Les dépenses fiscales ont diminué dans plusieurs pays, soit en raison des pressions exercées par la situation économique difficile (Argentine, Paraguay, Uruguay et Venezuela) soit dans le cadre de l'application de programmes de stabilisation à moyen terme dans un contexte de croissance économique modérée (pays d'Amérique centrale et Panama). Dans plusieurs cas, comme au Honduras, au Nicaragua, au Panama, au Pérou, au Paraguay et à la Trinité-et-Tobago, l'investissement public a été la variable d'ajustement. Dans d'autres pays – Barbade, Brésil, Chili, Costa Rica, Équateur, Jamaïque et République dominicaine – les dépenses ont été maintenues ou augmentées.

45. Effet net de ces tendances de recettes et de dépenses, le bilan du secteur public – déficit équivalant à 3,4 % du PIB régional – n'a guère changé. Mais ce chiffre cache de grandes différences entre pays. On le voit en comparant les trois grandes économies de la région : le déficit de l'Argentine est tombé de 3,1 % du PIB en 2001 à 1,4 % en 2002; celui du Mexique a légèrement augmenté, de 0,74 à 1,24 %; mais celui du Brésil est passé de 1,4 à 4,7 %. Les déficits fiscaux, phénomène général, ont diminué dans la moitié des pays et grandi dans l'autre moitié.

46. La principale source de financement des déficits des pays d'Amérique du Sud a été le marché financier intérieur – que certains, comme l'Argentine et le Brésil,

ont eu du mal à exploiter. Les élections imminentes ont gêné le refinancement de la dette intérieure du Brésil qui, quand il l'a pu, a donc émis des obligations garanties, ce qu'ont fait aussi le Chili, la Colombie, la Jamaïque, le Mexique, le Pérou, l'Uruguay et plusieurs pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, tandis que d'autres ont préféré emprunter auprès des institutions financières internationales.

### **Pressions sur les taux de change et leur influence sur la politique monétaire**

47. Du fait de ces perturbations financières, beaucoup de pays ont subi une forte dépréciation monétaire, ce qui a obligé leurs autorités à prendre des mesures de contraction monétaire pour défendre leur monnaie et enrayer l'inflation. Seuls le Chili, la Colombie, le Mexique et le Pérou ont été à même de suivre des politiques monétaires plus indépendantes et plus contre-cycliques. Mais leur efficacité a pâti du fait que, pour le secteur privé, les termes financiers se sont rarement améliorés.

48. La crise économique sévissant en Argentine, en Uruguay et au Venezuela a obligé ces pays à laisser flotter leurs monnaies, ce qui les a fortement dépréciées en termes tant nominaux que réels par rapport au dollar, à l'euro et aux monnaies d'autres pays hors de la région. La suppression du régime de convertibilité argentin a provoqué au premier semestre de l'année la forte dépréciation réelle du peso, tant vis-à-vis du dollar que des monnaies des principaux partenaires commerciaux du pays; par la suite, le taux de change s'est un peu amélioré. Au Brésil, les troubles financiers ont provoqué la dépréciation du réal par rapport au dollar en termes réels : à la fin de l'année, il avait perdu un tiers de sa valeur. Au Venezuela, la dépréciation du bolivar a été en moyenne d'un quart au dernier trimestre.

49. L'ampleur de ces dépréciations a largement déterminé les mouvements constatés dans les taux de change effectifs (vis-à-vis de tous les partenaires commerciaux) de la plupart des pays d'Amérique latine dont les monnaies se sont diversement dépréciées par rapport au dollar et à l'euro tout en s'appréciant par rapport à celles de leurs partenaires commerciaux de la région. Cet effet a été particulièrement prononcé dans les pays d'Amérique du Sud (Bolivie, Brésil, Chili et Paraguay notamment), qui ont des liens commerciaux étroits avec les économies qui ont le plus souffert de la dépréciation.

50. Le Guatemala et la Trinité-et-Tobago ont été les seules économies non « dollarisées » dont la monnaie s'est nettement appréciée par rapport au dollar, grâce à de forts apports de capitaux. Sur les trois économies « dollarisées » de la région, deux – El Salvador et Panama – ont conservé une inflation faible, ce qui explique la stabilité de leurs taux de change tant effectifs que bilatéraux (vis-à-vis du dollar). Mais en Équateur, l'inflation intérieure a réduit d'environ 7 % la compétitivité du taux de change vis-à-vis du dollar et de 10 % au total vis-à-vis des monnaies des partenaires commerciaux du pays.

51. La politique monétaire ayant été influencée par les changements dans les parités des taux de change dans la plupart des pays, ceux-ci n'ont guère pu en faire un instrument contre-cyclique face au marasme de la production. Cette situation a été particulièrement critique dans les pays – comme le Venezuela et les membres du MERCOSUR – dont les taux de change avaient subi de fortes pressions et qui avaient dû fortement augmenter les taux d'intérêt sur les dépôts pour étayer leur monnaie et essayer d'empêcher une dépréciation trop forte pouvant provoquer l'inflation et compromettre leurs systèmes financiers. Le Brésil n'a pu maintenir après le milieu de 2002 sa politique de réduction progressive des taux d'intérêt

visant à appuyer la relance économique. L'Argentine a eu recours à une forte expansion monétaire liée à des taux d'intérêt élevés, surtout au premier semestre 2002; ils ont chuté au deuxième semestre, où le peso a commencé à s'apprécier mais le crédit est resté stagnant en raison de la crise bancaire.

52. Les pays où les taux d'intérêt intérieurs sont tombés étaient ceux à économie « dollarisée » (Équateur, El Salvador et Panama), qui ont bénéficié de la chute des taux d'intérêt internationaux, et un petit groupe de pays qui ont eu une certaine latitude pour appliquer des politiques monétaires contre-cycliques. Par exemple, le Chili, la Colombie et le Pérou ont maîtrisé l'inflation au moins une partie de l'année tandis que le Mexique n'a été que peu contaminé financièrement par l'Argentine et le Brésil.

53. L'offre nette de crédit est restée faible dans bon nombre de pays en raison de la prudence accrue des banques locales. L'amplitude des taux d'intérêt est restée élevée et a même augmenté dans certains pays : Argentine, Aruba, Bahamas, Barbade, Bolivie, Brésil, Colombie, Costa Rica, Guyane, Haïti, Nicaragua, Panama, Paraguay, République dominicaine et Uruguay. La chute des taux de dépôt n'a pas été accompagnée par une chute proportionnelle des taux de prêt, ce qui indique que les banques de dépôt ont suivi une politique prudente vu l'incertitude née de l'ambiance économique extérieure et, dans certains cas, intérieure. Le coût du crédit est donc resté très élevé, limitant notamment dans le cas des petites et moyennes entreprises, l'accès au financement pour produire.

#### IV. Résultats économiques internes

54. L'activité économique a diminué de 0,6 %, aboutissement de cinq ans de marasme économique dans la région dont le PIB par habitant est tombé au-dessous du chiffre de 1997. La chute de l'activité économique a été aggravée par celle de l'emploi, d'où un taux de chômage sans égal. Par ailleurs, la faible demande intérieure a limité l'inflation (dont pourtant le taux a été plus élevé qu'en 2001), ce qui a limité la perte de pouvoir d'achat.

##### **Baisse de l'investissement et du PIB régional**

55. La chute du PIB régional par habitant pour la deuxième année de suite a été due en partie au fort déclin de l'activité économique en Argentine, en Uruguay et au Venezuela mais presque tous les pays ont connu un taux de croissance faible (moins de 2 % dans la grande majorité des cas).

56. Cette situation découlait surtout de conditions économiques internationales défavorables, qui ont réduit le volume des échanges, le prix des exportations non pétrolières et les mouvements de capitaux. Ces facteurs se sont alliés à plusieurs facteurs internes qui ont gêné la croissance dans la plupart des pays : politique monétaire stricte, crédit interne stagnant, problèmes fiscaux, forte dette publique et privée, pressions spéculatives qui ont affecté les taux d'intérêt, taux de chômage et de sous-emploi élevés et, dans plusieurs pays, troubles sociaux et politiques. Certains pays ont également souffert de mauvaises conditions climatiques. Par contre, on a vu des situations internes positives s'agissant de l'exploitation des ressources naturelles, une légère reprise de la demande interne et la solution heureuse de certains problèmes, tels que le rationnement de l'électricité au Brésil.

57. L'influence de ces facteurs a varié d'un pays à l'autre. Un groupe de pays a particulièrement souffert des tendances économiques aux États-Unis où la demande d'importations a ralenti en 2001-2002 : Haïti, le Mexique, le Panama, la République dominicaine et les pays du Marché commun d'Amérique centrale en faisaient partie. L'économie mexicaine a crû de 0,9 %, ce qui s'est traduit par une nouvelle chute de son PIB par habitant. La mollesse du marché mexicain a également nui aux pays d'Amérique centrale où la faible demande des États-Unis a été aggravée par la crise qui ravage l'industrie du café et, par contrecoup, la production et l'emploi agricoles. Au total, ces facteurs ont causé une légère baisse de la production par habitant, sauf en El Salvador et au Costa Rica où le PIB par habitant a augmenté d'environ 0,5 %. En général, la croissance dans les pays des Caraïbes a été faible, dans plusieurs cas faute de reprise dans l'industrie du tourisme après son recul en 2001 et, dans certains cas, à cause de phénomènes climatiques (inondations à la Jamaïque et mauvais temps à la Barbade et à Cuba).

58. D'autres pays avaient une forte dette interne et externe, ce qui les rendait particulièrement vulnérables au durcissement des conditions internationales d'emprunt et aux attaques spéculatives. Il s'agissait surtout des quatre pays membres du Marché commun sud-américain. En Argentine, la chute brutale de la production, amorcée au milieu de 2001, a persisté au premier trimestre de 2002 puis a cessé et a été suivie d'un redressement au deuxième trimestre. Mais pour l'année dans son ensemble, le PIB argentin a diminué de 11 %, ce qui reflète largement l'effet statistique de l'effondrement de la production au second semestre de 2001. De diverses façons, la crise argentine a notamment gagné l'Uruguay et le Paraguay dont le PIB a diminué respectivement de 10,5 % et de 3 %. Le Brésil a été vulnérable aux perturbations financières, d'où hausse des taux d'intérêt ce qui d'ailleurs n'a pas empêché la production d'augmenter de 1,5 %. Ce groupe de pays comprend aussi la Bolivie, pays andin que la crise du bloc MERCOSUR a le plus gravement affecté.

59. Le Chili a beaucoup souffert de la dégradation irrésistible de ses termes de l'échange qui persiste depuis la crise asiatique, a entraîné un déclin cumulatif de 20 % en cinq ans et est largement responsable du ralentissement continu de son activité économique.

60. Enfin, dans la plupart des pays andins, les facteurs internes ont relégué les questions externes à un rôle secondaire pour influencer les résultats économiques. L'Équateur a continué de se remettre de la grave crise de 1999, mais sa production par habitant est restée inférieure à celle de 1998. L'économie péruvienne, qui avait repris, a crû de plus de 5 %, grâce notamment à la mise en exploitation de la mine d'Antamina. Par contre, le Venezuela, aux prises avec une grave crise politique, a vu son PIB chuter de près de 9 %, malgré le prix élevé du pétrole, son principal produit d'exportation. La Colombie non plus n'a pas pu pleinement profiter de l'augmentation des prix du pétrole et, malgré la politique monétaire généralement audacieuse du Gouvernement, son économie n'a crû que de 1,6 %.

61. L'investissement fixe brut a diminué encore d'un peu plus de 6 %, ce qui n'a mis le taux d'investissement régional qu'à 18 % du PIB (en prix de 1995), soit encore moins que vers 1990. Les chutes les plus brutales ont été subies par les pays d'Amérique du Sud où, comme c'est souvent le cas lors d'une récession, l'investissement fixe a été l'élément de la demande mondiale qui s'est le plus contractée. En l'occurrence, les perspectives d'exportation limitées ont souffert

encore du coût plus élevé des biens d'équipement importés (augmenté du fait de la dévaluation), tandis qu'un financement rare ou cher a ralenti l'activité du bâtiment. L'investissement a aussi été découragé par l'instabilité et les conflits politiques dans certains pays. L'Équateur a été le seul de la sous-région à connaître une forte croissance à cet égard, grâce à la construction d'un oléoduc. En Amérique centrale et au Mexique, les taux d'investissement sont restés relativement inchangés.

62. La baisse de l'investissement a eu lieu malgré l'augmentation de l'épargne nationale, qu'a accompagné une diminution de la consommation publique et privée et de l'épargne externe, ce qu'a reflété la diminution du déficit de comptes courants de la balance des paiements : 2,7 % du PIB en 2001 et environ 1 % en 2002.

63. La plupart des pays ayant commencé à connaître une relance économique au deuxième trimestre de 2002, on peut s'attendre à ce que l'ensemble de la région croisse en 2003 mais d'environ 2 % à peine; ceci devrait se traduire par une variation légèrement positive du taux de croissance par habitant. Cette projection, basée sur une amélioration de la situation du commerce extérieur et des conditions de financement, reste fort aléatoire du fait des facteurs économiques et politiques dont elle dépend. Les uns sont surtout le prix du pétrole et les perspectives de croissance des grands pays industriels, d'une importance décisive pour le commerce international; les autres comprennent les effets du conflit au Moyen-Orient et les problèmes politiques de plusieurs pays de la région.

64. Sous ces réserves, on pense que, à la fin de 2003, peu de pays se trouveront dans une situation pire qu'en 2002. Cette projection varie de l'un à l'autre. C'est en Argentine qu'on espère voir les plus grands progrès avec un taux escompté de croissance de 4 %. Mais cette reprise ne se fera pas sentir de sitôt chez ses voisins; le Paraguay et l'Uruguay. Dans le reste de l'Amérique du Sud, les taux de croissance devraient tendre à converger, car il est probable que beaucoup de pays connaîtront une croissance plus rapide – mais dans certains cas, comme ceux du Brésil et de la Colombie, à peine – et que l'économie du Pérou et de l'Équateur ralentira. Seul le PIB du Venezuela semble devoir subir une chute encore plus brutale, qui pourrait atteindre 10 %. Malgré la lenteur de la relance économique aux États-Unis, l'économie du Mexique et des pays d'Amérique centrale grandira probablement de 2 à 2,5 % et les pays des Caraïbes pourraient connaître une légère reprise.

#### **L'inflation dans la région : plus forte mais encore modérée**

65. En 2002 pour l'ensemble de la région, l'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation, a repris après huit ans de déclin continu, atteignant 12,2 %, soit deux fois le taux de 2001. Les prix de gros ont augmenté encore plus (comme il fallait s'y attendre dans un contexte d'évaluation généralisée) : taux annuel de 29 %.

66. La flambée de l'inflation reflète essentiellement ces dévaluations qui, dans certains pays, ont été très fortes. C'est à elles qu'il faut imputer les taux d'inflation de 41, 31 et 26 % en Argentine, au Venezuela et en Uruguay respectivement. Dans d'autres pays, l'inflation n'a pas atteint ces chiffres mais de fortes dévaluations ont néanmoins été constatées, surtout au deuxième trimestre de 2002, et ont été reflétées dans des taux d'inflation plus élevés vers la fin de l'année. Malgré ces événements, l'aggravation de l'inflation régionale ne semble pas annoncer une tendance; c'est plutôt la réaction de la région aux taux de change dont le choc s'est progressivement amorti sans provoquer de processus inflationnistes soutenus. De ce fait, dans

presque chaque cas, les hausses de prix ont été bien plus modestes que les dévaluations qui les ont causées – et qui ont affecté bien davantage les taux de change réels –, preuve qu'une croissance faible ou une récession tempère l'inflation.

67. Parmi les pays où les hausses de prix ont été les plus fortes, l'Argentine, après une décennie stable, a connu une forte recrudescence de l'inflation, lorsque le changement radical de son régime de taux de change a dévalorisé sa monnaie de près des trois quarts. Mais, du fait de la grave récession et du chômage aigu, les salaires nominaux n'ont guère été ajustés pour compenser la forte hausse des prix, ce qui, avec la stabilisation des taux de change au deuxième semestre, a ralenti l'inflation après sa flambée initiale.

68. Au Venezuela, après avoir baissé pendant cinq ans, l'inflation a reparu du fait de l'abandon du système des marges de change, d'où une forte dévaluation dans la première partie de l'année. En Uruguay, la flambée de l'inflation a été provoquée par la forte dévaluation, surtout après que le système des marges de fluctuation a été abandonné et remplacé par un taux flottant. Mais la grave récession ainsi que les problèmes causés par la crise financière, les restrictions de crédit et le gel des dépôts dans certaines institutions ont amorti l'effet de la dévaluation.

69. Au Brésil, le taux d'inflation a été de 12,5 % en 2002, contre 7,7 % l'année précédente. Cette flambée, qui a eu lieu vers la fin de l'année à la suite des dévaluations de mai à octobre, a été freinée par la mollesse persistante de la croissance économique et par la rigueur de la politique monétaire. Au Paraguay, du fait de la dévaluation, les prix à la consommation ont augmenté de près de 15 % en 2002, avec intensification à partir du troisième trimestre. En Haïti et en République dominicaine, l'inflation s'est accélérée avec les dévaluations du quatrième trimestre.

70. Contrairement à ces cas, l'inflation dans les autres pays de la région a baissé ou augmenté très légèrement. Il faut noter à cet égard sa forte baisse en Équateur et sa faiblesse persistante en Bolivie, au Chili, au Nicaragua et au Pérou, malgré la pression sur leurs taux de change.

#### **Marché du travail : détérioration**

71. Dans une économie régionale en contraction, le marché du travail a été médiocre. Ses grandes tendances ont été la forte chute de l'emploi, la hausse marquée du chômage, la multiplication de l'emploi indéfini et l'embauche anémique dans les petites et moyennes entreprises. Beaucoup de Latino-Américains ont donc vu leurs conditions de vie empirer en 2002. Par ailleurs, les salaires réels ont reflété la courbe de l'inflation sans guère s'écarter des tendances de la productivité de la main-d'oeuvre.

72. En raison du premier taux négatif de croissance économique enregistré dans la région depuis 1983, le taux d'emploi, qui avait fortement diminué en 2001, a encore baissé en 2002, tombant de 53,1 à 52,8 %. Le taux d'activité dans le monde ayant légèrement augmenté, le chômage régional est passé de 8,4 à 8,9 %, chiffre le plus élevé depuis que des mesures comparables sont prises. Cette détérioration des taux d'emploi et de chômage, constatée dans presque tous les pays de la région, a surtout sévi en Argentine, en Uruguay et au Venezuela en raison des graves crises économiques subies par ces pays.

73. La chute marquée du taux d'emploi exprime la corrélation étroite entre la croissance économique et la création d'emplois – trait des marchés du travail ces



dernières années. Vu les antécédents, on craignait que l'emploi en 2002 soit encore pire qu'il ne l'a été. Dans beaucoup de pays, les offres d'emploi salarié des entreprises ont été encore plus rares que ne l'indique le taux d'emploi, ce qui a en partie compensé l'expansion de l'emploi sans structure, surtout indépendant, les ménages se heurtant au besoin pressant de gagner de l'argent.

74. Du fait que l'ajustement des salaires nominaux en fonction de l'inflation passée était encore courant, les salaires réels du secteur établi ont été déterminés dans une grande mesure par l'inflation d'une année sur l'autre, avec de forts déclinés dans les pays où elle a sévi et de légères hausses dans ceux où elle s'est calmée. En conséquence, les variations dans les salaires réels de ce secteur ont été de -14 % en Argentine à plus de 4 % en Colombie, au Costa Rica, au Nicaragua et au Pérou. En fonction de la méthode de calcul suivie, la variation régionale dans les salaires réels, basée sur les données émanant de 12 pays, a été soit une augmentation de 1,8 % (médiane) soit une chute de 1,6 % (moyenne pondérée).

75. En 2002, la relation inverse entre l'inflation d'une année sur l'autre et la croissance économique s'est manifestée. Suivant ces deux tendances, les salaires réels ont augmenté plus vite dans les pays à croissance économique plus rapide. Comme, dans beaucoup de pays, l'emploi augmente, surtout du fait de l'expansion de l'activité des secteurs à faible productivité (pour des raisons de subsistance familiale), le calcul des changements de la productivité moyenne de la main-d'oeuvre reposant sur la seule variation du nombre de salariés donne une corrélation positive entre la productivité de la main-d'oeuvre et les salaires réels. En fait, ceux-ci ont augmenté dans les pays où la productivité apparente des salariés s'est accrue et ont diminué dans les autres pays. Donc si les salaires réels ont été fortement affectés par le taux d'inflation, ils ne se sont guère écartés des tendances de la productivité.

## Annexe

## Amérique latine et Caraïbes : Produit intérieur brut total

(Pourcentages, en prix de 1995)

	Taux de croissance annuelle											
	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 <sup>a</sup>
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>	<b>3,3</b>	<b>2,8</b>	<b>3,3</b>	<b>5,2</b>	<b>1,1</b>	<b>3,7</b>	<b>5,1</b>	<b>2,2</b>	<b>0,5</b>	<b>3,8</b>	<b>0,3</b>	<b>(0,6)</b>
Amérique latine et Caraïbes (sauf Brésil)	4,7	4,7	2,6	4,5	(0,7)	4,5	6,4	3,5	0,2	3,6	(0,3)	(1,8)
<b>Total partiel (20 pays)</b>	<b>3,3</b>	<b>2,8</b>	<b>3,4</b>	<b>5,2</b>	<b>1,1</b>	<b>3,8</b>	<b>5,2</b>	<b>2,2</b>	<b>0,5</b>	<b>3,8</b>	<b>0,3</b>	<b>(0,6)</b>
Total partiel (20 pays, sauf Brésil)	4,8	4,7	2,7	4,6	(0,7)	4,6	6,5	3,5	0,2	3,6	(0,4)	(1,9)
Argentine	10,6	9,6	5,9	5,8	(2,9)	5,5	8,0	3,8	(3,4)	(0,8)	(4,4)	(11,0)
Bolivie	5,4	1,7	4,3	4,8	4,7	4,5	4,9	5,0	0,3	2,3	1,3	2,0
Brésil	1,0	(0,3)	4,5	6,2	4,2	2,5	3,1	0,1	1,0	4,0	1,5	1,5
Chili	7,3	10,8	6,9	5,0	9,0	6,9	6,8	3,3	(0,7)	4,4	2,8	2,0
Colombie	1,8	3,6	4,4	5,9	4,9	1,9	3,3	0,8	(3,8)	2,2	1,4	1,6
Costa Rica	1,6	8,8	7,1	4,6	3,9	0,8	5,4	8,3	8,0	2,2	1,0	2,8
Cuba	(12,1)	(13,8)	(16,0)	2,0	3,4	8,7	3,3	1,3	6,8	5,3	2,5	1,4
El Salvador	2,8	7,3	6,4	6,0	6,2	1,8	4,2	3,8	3,4	2,1	1,9	2,3
Équateur	5,0	3,0	2,2	4,4	3,0	2,3	3,9	1,0	(7,9)	2,3	6,0	3,4
Guatemala	3,7	4,9	4,0	4,1	5,0	3,0	4,4	5,1	3,9	3,4	2,4	1,9
Haïti	0,2	(5,5)	(8,0)	(17,6)	9,5	5,6	3,2	2,9	2,9	1,9	(0,7)	(1,5)
Honduras	2,7	5,8	7,1	(1,9)	3,7	3,7	4,9	3,3	(1,5)	4,8	2,7	2,0
Mexique	4,2	3,7	1,8	4,5	(6,2)	5,4	6,8	5,0	3,7	6,8	(0,4)	0,9
Nicaragua	(0,4)	0,8	(0,4)	4,0	4,4	5,1	5,4	4,1	7,4	6,4	3,0	1,0
Panama	9,0	8,2	5,3	3,1	1,9	2,7	4,7	4,6	3,5	2,6	0,4	0,4
Paraguay	2,5	1,7	4,0	3,0	4,5	1,1	2,4	(0,6)	(0,1)	(0,6)	2,4	(3,0)
Pérou	2,7	(0,4)	4,8	12,7	8,6	2,5	6,8	(0,5)	0,9	3,0	0,2	5,2
République dominicaine	0,9	8,0	3,0	4,7	4,3	7,2	8,2	7,4	7,8	7,3	2,7	4,0
Uruguay	3,7	8,3	3,5	7,0	(2,3)	5,0	5,4	4,4	(3,4)	(1,9)	(3,4)	(10,5)
Venezuela	10,5	7,0	(0,4)	(3,7)	5,9	(0,4)	7,4	0,7	(5,8)	3,8	2,9	(8,8)
<b>Total partiel, Caraïbes</b>	<b>1,6</b>	<b>0,6</b>	<b>0,9</b>	<b>3,1</b>	<b>2,7</b>	<b>2,6</b>	<b>2,0</b>	<b>3,6</b>	<b>2,8</b>	<b>3,5</b>	<b>1,8</b>	<b>1,9</b>
Antigua-et-Barbuda	2,7	0,9	5,0	6,2	(4,8)	6,0	5,5	5,0	4,9	2,6	4,3	0,0
Barbade	(3,8)	(6,8)	1,1	4,4	1,9	2,5	2,6	4,0	3,0	3,1	(2,2)	(0,4)
Belize	3,2	9,0	4,3	1,5	3,7	1,3	4,4	2,0	6,0	10,5	4,7	3,7
Dominique	2,1	2,3	1,9	1,9	1,2	2,9	2,2	3,1	1,3	0,7	(5,2)	(6,0)
Grenade	3,7	1,0	(1,1)	3,4	3,1	3,0	4,3	7,6	7,5	6,5	(3,3)	3,0
Guyane	8,9	9,1	11,4	9,4	3,8	7,4	6,8	(2,2)	5,0	(2,3)	2,3	2,0
Jamaïque	0,5	2,7	2,2	1,6	2,2	(0,1)	(1,8)	(0,8)	0,6	1,0	1,8	2,0
Saint Kitts-et-Nevis	2,5	3,2	5,2	5,5	3,2	5,8	7,2	1,1	3,5	5,0	2,0	(2,5)
Saint-Vincent-et-les Grenadines	1,5	6,9	2,0	(2,3)	7,8	1,2	3,5	5,8	3,6	1,8	0,3	4,0
Sainte-Lucie	(0,4)	7,5	(1,3)	4,6	2,1	0,8	(0,3)	3,0	2,8	0,3	(5,0)	1,0
Suriname	3,5	(2,0)	(4,1)	(0,1)	0,0	5,3	3,3	2,9	(3,5)	(1,2)	–	–
Trinité-et-Tobago	3,5	(1,0)	(1,2)	4,2	4,2	4,4	4,0	7,8	4,4	6,1	3,3	2,7

Source : CEPALC, sur la base des chiffres officiels convertis en dollars, en prix constants de 1995.

Note : Les totaux et sous-totaux ne comprennent pas les pays pour lesquels on n'a pas inclus de données.

<sup>a</sup> Estimations préliminaires.